



Siège :
9 rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC-SUR-MER
☎ 05.56.73.29.26

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS**

SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 22 DECEMBRE 2022
D22122022/172

PRESIDENT : Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :
Membres titulaires : Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Christian BOURA, Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD, Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Jean-Luc PIQUEMAL, Tony TRIJOLET, Catherine ROBINEAU, Catherine GIANNORSI, Patrick BURAN, Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Adrien DEBEVER, Jean-Yves MAS, Chantal PARISE, Dominique PATRAS, Marie-Hélène GIRAL, Evelyne MOULIN, Bernard LOMBRAIL, Marie-Dominique DUBOURG, Christine GRASS.

ETAIENT REPRESENTES : Frédéric QUILLET donne pouvoir à Florence LEGRAND
Karine FORGERON donne pouvoir à Catherine GIANNORSI
Pascale COLMET-MARZAT donne pouvoir à Laurent PEYRONDET
Jacques BIDLUN donne pouvoir à Christine GRASS

ETAIENT ABSENTS : Thierry DESPREZ

ETAIENT ABSENTS EXCUSES : Stéphane MARGALEF, Christian BOURNIGAL, Jean-Marie REVAILLER, Jean-Marie BERTET, Valérie DA COSTA OLIVERA, Liliane DUBOIS

Membres suppléants remplaçant un membre titulaire :

Membres suppléants

SECRETAIRE DE SEANCE : Chantal PARISE

Objet : MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Rapporteur : Xavier PINTAT, Président
Vote : UNANIMITE

En vertu de l'article L 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) applicable aux Communautés de Communes comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus, par renvoi de l'article L 5211-1 du CGCT, les Conseils Communautaires doivent établir un règlement intérieur dans les six mois qui suivent leur installation.

Ce règlement intérieur a pour objet de préciser les modalités relatives au fonctionnement du conseil communautaire.

Il a été approuvé par délibération n° D04062020/058 du 4 juin 2020.

Les services préfectoraux souhaiteraient que ce document soit mis à jour en intégrant un ajout à l'article 12 pour tenir compte de la rédaction de l'article L 2121-9 du CGCT et un article 16 sur le quorum du Conseil Communautaire

Il est proposé de compléter en ce sens la rédaction approuvée par délibération n° D04062020/058 du 4 juin 2020 et d'adopter le nouveau projet de règlement intérieur qui suit.

PREAMBULE

Le Code Général des Collectivités Territoriales règle les aspects essentiels du fonctionnement du Conseil Communautaire. Le présent règlement intérieur a pour but d'apporter un certain nombre de précisions et d'adopter quelques dispositions pratiques complémentaires.

ARTICLE 1 : La Communauté de Communes Médoc Atlantique est un Etablissement Public créé et régi selon les dispositions de la Loi Chevènement n°99-586 du 12 juillet 1999.

ARTICLE 2 : La Communauté de Communes est administrée par un Conseil composé de délégués de chaque commune et par un Bureau.

Les dispositions des articles L.5211-7 et L.5211-8 du Code Général des Collectivités Territoriales sont applicables à la désignation des membres du Conseil Communautaire et à la durée de leurs pouvoirs.

LE BUREAU

ARTICLE 3 : Le Bureau de la Communauté de Communes comprend un Président, des Vice-présidents et éventuellement un ou plusieurs autres membres, à raison d'un seul représentant par commune, élus par le Conseil, dans les conditions prévues aux articles L.5211-2 et L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il peut adjoindre, le cas échéant, des conseillers qui pourront formuler leur avis, mais n'auront aucun pouvoir délibératif.

ARTICLE 4 : La composition du Bureau est fixée par le Conseil Communautaire, sur proposition du Président, à la majorité relative des suffrages exprimés, après l'élection du Président. Ce dernier a voix prépondérante en cas d'égalité des suffrages.

ARTICLE 5 : Après chaque renouvellement des Conseils Municipaux, le Conseil Communautaire est constitué de délégués des Communes. Il élit, pour une durée équivalente à celle de leur mandature, son Président et les membres du Bureau. Ils sont rééligibles.

Leurs pouvoirs expirent à l'ouverture de la première réunion qui suit l'élection des Conseillers Communautaires.

Si un nouveau Président doit être élu en cours de mandat, tous les membres du Bureau sont soumis à une nouvelle élection.

Le Conseil Communautaire élit son Président sous la présidence du doyen d'âge, dès l'ouverture de la première réunion qui suit le renouvellement de l'ensemble des Conseils Municipaux.

FONCTIONNEMENT DU BUREAU

ARTICLE 6 : Le Bureau se réunit sur convocation du Président adressée cinq jours avant la date fixée pour la réunion et comportant l'ordre du jour. En cas d'urgence, le délai de convocation peut être réduit à 24 heures.

Les décisions du Bureau sont prises à la majorité qualifiée des 4/5^{ème}.

ARTICLE 7 : Le Bureau peut recevoir délégation de pouvoirs de la part du Conseil Communautaire.

Les réunions du bureau ne sont pas publiques et ne peuvent valablement se tenir que lorsque la majorité des membres est présente. Les documents de travail du bureau ne sont pas communicables. Elles peuvent se tenir par voie de visioconférence.

Le Président rend compte de ses travaux et décisions au Conseil Communautaire.

LE PRESIDENT

VACANCE DU SIEGE DE PRESIDENT

ARTICLE 8 : Dans cette circonstance, les fonctions de Président sont provisoirement exercées par un Vice-président dans l'ordre des nominations. Dans le délai 15 jours, le Conseil Communautaire est réuni par le doyen d'âge pour procéder à une nouvelle élection du Président.

DEMISSION DU PRESIDENT ET DE TOUS LES VICE-PRESIDENTS

ARTICLE 9 : Dans cette circonstance, le doyen d'âge convoque le Conseil Communautaire soit pour procéder à la désignation d'un Conseiller Communautaire chargé d'exercer provisoirement les fonctions de Président, soit pour procéder au renouvellement du Bureau conformément à l'article 4.

ROLE DU PRESIDENT

ARTICLE 10 : Le Président assure l'exécution des décisions du Conseil et du Bureau et représente la Communauté de Communes, dans les actes de la vie civile.

Le Président prépare et exécute les délibérations du Conseil Communautaire. Il a autorité sur les services de la Communauté de Communes et peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner délégation de signature aux responsables de ces services.

Le Président assure la police des séances du Conseil Communautaire. Il fait observer la loi et le règlement intérieur, dirige les débats, proclame les résultats des votes et les décisions du Conseil Communautaire.

Au moment où le Compte Administratif est débattu, le Conseil élit son Président de séance. Le président peut, même n'étant plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote.

En cas d'absence ou d'empêchement, le Président est suppléé dans ses fonctions par un Vice-président dans l'ordre des nominations.

LE CONSEIL

COMPÉTENCES DU CONSEIL

ARTICLE 11 : Le Conseil règle, par ses délibérations, les affaires qui sont de la compétence de la Communauté de Communes sur proposition du Président et du Bureau. Le Président et/ou le Bureau peuvent être chargés du règlement de certaines affaires et recevoir, à cet effet, délégation du Conseil.

Lors de chaque réunion obligatoire, le Président rend compte au Conseil de ses travaux et décisions.

Les réunions courantes du Conseil Communautaire se tiennent successivement dans chaque commune selon un planning indicatif tenant compte de l'ordre alphabétique des communes et communiqué en fin d'année civile. En cas d'affaire urgente ou spécifique, le président détermine la date et le lieu de la réunion du conseil communautaire sans être tenu par le planning indicatif tenant compte de l'ordre alphabétique des communes.

ORDRE DU JOUR ET CONVOCATION

ARTICLE 12 : L'ordre du jour est fixé par le Président.

Toute affaire soumise au conseil communautaire doit préalablement être présentée soit à la commission compétente, soit à l'ensemble du Conseil Communautaire en formation « Toutes Commissions Réunies » et au Bureau Communautaire pour inscription à l'ordre du jour.

Par dérogation à cette règle générale, le Président peut décider d'inscrire à l'ordre du jour, toute question :

1. en cas d'urgence,
2. après avis prononcé en début de séance par le conseil communautaire à la majorité qualifiée des 2/3 de ses membres,
3. sur demande écrite de la majorité qualifiée des 2/3 des membres du conseil communautaire.

Par renvoi de l'article L.2121-9 alinéa 2 du CGCT, le président est tenu de convoquer le conseil communautaire dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des membres du conseil communautaire.

Toute convocation est faite par le Président. Elle indique l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, annexée dans chaque commune ou publiée. Elle est adressée aux conseillers communautaires par écrit et à domicile.

Toutefois, l'envoi des convocations aux conseillers communautaires peut être effectué autrement que par courrier traditionnel, et notamment par voie dématérialisée, à l'adresse électronique de leur choix, avec confirmation par SMS.

La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion. Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du Conseil Communautaire. Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le président en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil communautaire, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

LES QUESTIONS ORALES

ARTICLE : 13 Les Conseillers Communautaires peuvent poser, au Conseil, après en avoir préalablement informé le Président 2 jours à l'avance, des questions orales ayant trait exclusivement à l'administration et à la gestion de la Communauté de Communes.

Les questions orales donnent lieu à une intervention de l'auteur de la question et à une réponse du Président ou d'un Vice-président délégué.

Les questions déposées après l'expiration du délai susvisé sont traitées à la séance ultérieure la plus proche.

PROCES-VERBAL

ARTICLE 14 : Le procès-verbal de la séance qui rassemble tous les extraits de délibérations prises au cours de ladite séance, est adressé à chaque Conseiller Communautaire. Les observations éventuelles doivent être formulées dans les 5 jours ouvrables qui suivent cet envoi. Le procès-verbal est ensuite définitivement adopté par le Conseil Communautaire suivant.

REUNIONS DU CONSEIL

ARTICLE 15 : Le Conseil Communautaire se réunit obligatoirement en séance publique quatre fois dans l'année.

Le Président peut, en outre, réunir le Conseil chaque fois qu'il le juge utile.

Il est tenu de le convoquer lorsque la demande lui en est faite par au moins 1/3 des délégués en exercice.

Dans toute la mesure du possible, un calendrier annuel des réunions du Conseil Communautaire sera établi. Ce calendrier n'aura qu'une valeur indicative.

QUORUM

ARTICLE 16 :

En application de l'article L. 2121-17 du CGCT, le conseil communautaire ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.

Si le quorum n'est pas atteint après la première convocation, le conseil communautaire est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle.

« Il délibère valablement sans condition de quorum. »

CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL

ARTICLE 17 : Les conditions de fonctionnement du Conseil et les conditions d'exécution de ses délibérations sont celles des Conseils Municipaux.

Le débat d'orientations budgétaires aura lieu chaque année, lors d'une séance ordinaire, après inscription à l'ordre du jour ou lors d'une séance réservée à cet effet. Il ne donnera pas lieu à délibération mais sera enregistré au procès-verbal de séance. Toute convocation est accompagnée d'un rapport comportant des éléments d'analyse rétrospective et prospective.

Le débat porte sur les orientations générales du budget de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés et sur l'évolution et les caractéristiques de l'endettement de l'établissement public.

Dans les séances où le Compte Administratif du Président est débattu, le Conseil Communautaire élit son Président de séance. Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Les réunions du conseil communautaire peuvent se tenir par voie de visioconférence conformément aux dispositions de l'article L5211-11-1 du C.G.C.T.

ARTICLE 18 : Dans les communes qui ne disposent que d'un délégué titulaire, le conseiller communautaire empêché d'assister à une séance du conseil communautaire, est tenu d'en informer le Président, avant chaque séance et de prévenir le cas échéant son suppléant. A défaut, il est considéré absent.

Dans le cas où le suppléant est lui-même empêché, ou si la commune ne dispose pas de suppléant, le conseiller communautaire empêché, peut donner pouvoir de voter en son nom à un autre conseiller. Dans ce cas, le pouvoir doit être daté, signé et remis au Président. Chaque conseiller communautaire ne peut détenir qu'un seul pouvoir.

POLICE DE L'ASSEMBLEE

ARTICLE 19 : Le Président assure la police de l'Assemblée.

Pour la clarté des débats, le Président peut demander aux orateurs de s'inscrire avant de prendre la parole.

Le droit de parole implique le droit de réponse.

Un rappel au règlement a priorité sur toute intervention. Une suspension de séance demandée par les délégués d'une commune est de droit.

Le Président est juge de la durée d'une suspension.

AFFICHAGE DU COMPTE RENDU DE SEANCE

ARTICLE 20 : Le compte-rendu de la séance est affiché dans la huitaine au siège de la Communauté de Communes et dans chaque mairie des Communes membres de la Communauté de Communes.

COMMUNICATION DES DOCUMENTS

ARTICLE 21 : Les habitants et contribuables des communes adhérentes ont le droit de demander communication sans déplacement, de prendre copie totale ou partielle des procès-verbaux du Conseil Communautaire, des budgets et des comptes de la Communauté de Communes, des arrêtés du Président. Chacun peut les publier sous sa responsabilité.

LES COMMISSIONS

ARTICLE 22 : Pour l'étude des affaires qui lui sont soumises et la préparation des décisions qui lui incombent, le Conseil Communautaire décide la création des Commissions suivantes :

- Attractivité et développement économique, Emploi
- Promotion du territoire (relation avec l'OTI, ...) et animations locales
- Finances et Fiscalité
- GEMAPI et aménagements lacustres
- Infrastructures, voirie et réseaux divers
- Patrimoine bâtiminaire, services et aménagements numériques, entretien plans-plages
- Urbanisme, Aménagement du Territoire, Développement ostréicole et aquacole, petits ports
- Environnement, transition énergétique et développement durable
- Enfance-jeunesse, services à la population, mobilités
- Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées
- Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID)
- Commission d'Appel d'Offres permanente (CAO)
- Commission Intercommunale pour l'Accessibilité aux Personnes Handicapées.

D'autres commissions pourront, suivant les besoins, être créées à la diligence du Président, de même que des modifications ou ajustements pourront être apportés dans les compétences des Commissions.

PRESIDENCE DES COMMISSIONS

ARTICLE 23 : Le Président de la Communauté de Communes est Président de droit de chacune des Commissions.

Il peut déléguer cette présidence à un ou plusieurs Vice-présidents.

COMPOSITION DES COMMISSIONS

ARTICLE 24 : Les commissions sont composées de la façon suivante.

Chaque commission comprend, outre le Président de la Commission, un représentant de chaque commune,

Elle est présidée soit par le Président, soit par un Vice-président délégué,

Chaque commission comprend 28 membres, composée de la manière suivante :

- Les maires sont membres de droit de chaque commission
- Chaque commune dispose au sein de chaque commission d'un représentant désigné par le conseil municipal, qui peut être conseiller communautaire ou non.

La commission d'appel d'offres permanente est

- le Président de la Communauté de Communes
- 5 membres titulaires et 5 membres suppléants désignés par le Conseil Communautaire,
- à titre consultatif, le Maire de la commune sur laquelle se déroulent les travaux ou son représentant.

Peuvent siéger, en outre, à la commission d'appel d'offres permanente avec voix consultatives, le Receveur de la Communauté de Communes ou son représentant, le Directeur Départemental de la Concurrence et de la Consommation ou son Représentant, un Représentant du Service Technique compétent pour suivre l'exécution des travaux.

ORDRE DU JOUR DES COMMISSIONS

ARTICLE 25 : L'ordre du jour de chaque Commission doit recevoir, l'accord du Président de la Communauté de Communes et des Vice-présidents compétents.

CONVOCATIONS DES COMMISSIONS

ARTICLE 26 : A l'exception des Commissions d'Appel d'Offres et de Délégation de Service public, dont le délai de convocation est de 5 jours francs, les convocations des Commissions sont envoyées, par les Services de la Communauté de Communes, aux membres titulaires de chaque Commission au moins trois jours avant la date prévue.

Tout membre titulaire d'une Commission peut se faire remplacer par un Conseiller Communautaire ou municipal de son choix, lorsqu'il lui est impossible d'assister à une réunion de ladite Commission en dehors des Commissions d'Appel d'Offres et de Délégation de Service public.

Les réunions des commissions, de la commission d'appel d'offres, de la commission de Délégation de Services Publics peuvent se tenir par voie de visioconférence, conformément aux dispositions des articles L1414-2 et L1411-5 du C.G.C.T.

COMMUNICATION DES DOSSIERS EXAMINÉS EN COMMISSION

ARTICLE 27 : A leur demande, les membres des Commissions ont droit à la communication des dossiers inscrits à l'ordre du jour. Les Commissions émettent des avis.

Les avis émis sont valables quel que soit le nombre des membres titulaires présents ou représentés.

COMPTE RENDUS DES COMMISSIONS

ARTICLE 28 : Chaque réunion de Commission fait l'objet d'un compte-rendu assorti des avis adoptés.

Le compte-rendu des Commissions est diffusé aux membres titulaires de la Commission ainsi qu'à leurs remplaçants éventuels.

Les documents distribués en Commission, constituant des documents de travail internes, ne sont pas communicables en l'état.

CALENDRIER DES COMMISSIONS

ARTICLE 29 : Un calendrier et un horaire des réunions des Commissions de la Communauté de Communes seront proposées en coordination avec les communes.

ETUDE DES DOSSIERS EN COMMISSIONS

ARTICLE 30 : Les Commissions étudient les projets présentés par les Services ou les élus communautaires membres de la Commission et donnent leur avis.

A l'initiative du Président de la Communauté de Communes ou du Vice-président délégué, chaque Commission peut entendre toute personne extérieure particulièrement qualifiée pour traiter d'un sujet qu'elle doit examiner.

Le rôle des Commissions est de formuler des avis sur les projets de décision préparés par les Services ou les élus communautaires. Elles constituent donc des groupes d'étude et de proposition. Elles n'ont aucun pouvoir de décision, la loi n'autorisant ni le Président ni le Conseil Communautaire à leur déléguer une partie de leurs attributions.

Les avis émis sont valables quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

CREATION DES GROUPES DE TRAVAIL

ARTICLE 31 : Le bureau, sur proposition du Président, peut créer des Groupes de Travail dont il désigne librement les membres pour l'examen ou le suivi particulier d'un dossier. La composition de ces Groupes de Travail tiendra compte d'une répartition équitable entre les différentes communes.

MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

ARTICLE 32 : La modification du présent règlement pourra être demandée par le Bureau ou par 1/3 au moins des membres du Conseil Communautaire.

Les modifications seront étudiées par le Bureau avant d'être soumises au Conseil pour décision.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- VU l'avis favorable du Bureau communautaire du 8 décembre 2022, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OUI l'exposé du rapporteur,
- APRÈS en avoir délibéré,

DÉCIDE

- D'adopter le nouveau règlement intérieur figurant ci-dessus.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 27

Nombre de suffrages exprimés : /

Vote : Pour : 31 Contre : / Abstention : /

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC-SUR-MER, le 22 DECEMBRE 2022



LE PRESIDENT,

Xavier PINTAT

Maire de Soulac-sur-Mer
Membre Honoraire du Parlement

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication.